



Martin Malvy, président (PS) du conseil régional (au centre), hier soir lors de l'inauguration de la maison commune emploi formation (MCEF). Photo DDM, Jean-Marie Lamboley.

Région. Le président (PS), en visite à Albi, demande au « gouvernement de faire son devoir ».

Malvy : « L'État doit achever la rocade »

Des immenses ateliers de la Safra à Fonlabour, parcourus au pas de course, à l'inauguration hier soir au Castelviel de la nouvelle maison commune emploi formation (MCEF), Martin Malvy n'a pas chômé lors de sa visite à Albi. Le président (PS) du conseil régional a noté au passage que « la rocade est bien encombrée ». Répondant aux questions de « La Dépêche du Midi », il s'est appesanti sur ce sujet d'actualité. Les travaux vont s'arrêter fin avril ou début mai, en attendant de régler la question du financement des 40 millions d'euros manquants pour finir le doublement entre l'échangeur de Castres et les routes de Millau et Saint-Juéry. La Région participera-t-elle, comme elle le faisait jusqu'à présent, en apportant 27,5 % des fonds ? Pas si sûr. En l'état actuel du dossier, ce serait plutôt non. « D'abord, l'État ne nous a rien demandé. Aucun rendez-vous

n'a été fixé par le préfet de région pour en discuter. Ensuite, ce n'est pas nous qui ne voulons pas. C'est l'État qui a dit non, en décidant qu'il n'y aurait plus les contrats de plan Etat-Région, au travers desquels étaient financées les routes. » Et Martin Malvy de rappeler qu'il avait obtenu que le doublement de la rocade d'Albi figure dans le précédent contrat de plan 2000-2008, « mais l'État n'a pas été capable de suivre ».

« LA RÉGION PAIE POUR DOUBLER LA VOIE FERRÉE »

Le président Malvy ajoute que « l'État a aussi dit, lorsqu'il a transféré des milliers de kilomètres de nationales aux départements, comme la RN112 pour le Tarn, que les nationales restantes seraient l'affaire de l'État ». Les collectivités n'étaient plus censées payer... Dans ces conditions, Martin Malvy, « qui veut désenclaver », demande au gouvernement « de faire son devoir » en

achevant l'aménagement de la rocade, qui fait partie de la RN88. Pour Martin Malvy, ce n'est pas « une question de volonté » de la part de la Région. « Il ne s'agit pas de vouloir, mais de pouvoir. On pourrait à nouveau s'occuper des routes si l'État nous décharge de la participation au TGV et nous aide à financer le Plan Rail », qui comprend notamment le doublement de la voie Toulouse — Saint-Sulpice. Martin Malvy ne veut pas avoir « à chercher dans les poches des contribuables. Il faudrait les taper très fort » en augmentant les impôts locaux, si la Région doit tout faire... Exigeant « une clarification des rôles de la part de l'État, avec qui les relations n'ont jamais été aussi mauvaises, que ce soit avec les élus de droite et de gauche », le président de Région « ne veut pas qu'on raconte n'importe quoi aux citoyens. Chacun doit prendre ses responsabilités. »

Alain-Marc Delbouys

De la Safra à la maison emploi

La Safra fait l'admiration de Martin Malvy. L'entreprise de carrosserie de Fonlabour « a beaucoup changé depuis la dernière visite » du président du conseil régional. « C'est bien de voir une entreprise qui tourne. Heureusement qu'il y en a qui se développent sur un marché porteur. » Avec 180 salariés, la Safra rénove notamment du matériel ferroviaire et est susceptible d'avoir la Région pour client pour les trains express régionaux.

À la maison commune emploi formation, la foule des grands soirs attendait Martin Malvy pour l'inauguration. « Elle regroupe dans un même lieu différents services. C'est ce que nous voulions », dit le président. « L'information circule mieux ainsi », abonde Marie-Claude Bascou, la vice-présidente. Une « visite absolument admirable de la cathédrale d'Albi » sera visible sur http://www.grandsites.midipyrenees.fr/dès_lundi_26.



Martin Malvy lors de son passage à la Safra. Photo A.-M.D.